

Le mois de mars est caractérisé par plusieurs activités de sensibilisation afin que la femme s'implique activement à la marche de la société.

C'est dans ce cadre que la ligue des femmes congolaises pour les élections (LIFCE) a organisé une conférence-débat, le jeudi 1er mars 2012, dans la salle des spectacles du Palais du peuple.

Avec comme thème « Femme et les instances de prise des décisions, mars 2012, mois de la femme, mois des enjeux politiques en RDC ».

Présidente de cette structure, la députée Eve Bazaiba Masudi, en sa qualité de femme politique, a fait une lecture tout à fait particulière de ce mois de mars 2012.

Elle a ainsi épinglé les enjeux politiques de haute facture susceptibles d'apporter un changement qualitatif dans la gouvernance de la chose publique.

Avec l'installation de nouvelles institutions, la RDC doit prouver à la face du monde sa ferme volonté de rendre effectif le principe constitutionnel de la parité homme- femme dans la direction des institutions du pays.

Demande motivée du point de vue de droit et de l'expérience avérée des femmes congolaises dans la gestion des affaires publiques.

Sur le plan de droit, cette demande, a poursuivi Eve Bazaiba, est soutenue par le pacte international sur les droits civils et politiques, la convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes.

Pour ce qui est de l'expérience sur le terrain, la députée a souligné le fait que depuis 1996, toutes les femmes à qui la RDC a fait confiance se sont acquittées de leurs responsabilités avec courage et compétence dignes des femmes d'Etat.

Il faut noter que cette structure regroupe des femmes congolaises membres de diverses tendances politiques, organisations de la Société civile et autres indépendantes bénéficiaires du programme « genre et élections» de l'Unifem.

Elle a pour objectifs, d'accroître la participation des femmes congolaises dans les hautes sphères dirigeantes de leurs partis et regroupements politiques ainsi qu'aux instances décisionnelles.

Rendre effective l'application du principe de parité homme -femme dans la gestion des institutions nationales, provinciales et locales. Enfin, faire intégrer massivement et qualitativement les femmes dans la gestion du pays pour le développement de la nation.

Sa mission est de promouvoir la participation de la femme congolaise dans l'exercice de la politique active. Susciter des ambitions des femmes pour briguer des mandats électoraux et des postes nominatifs afin défendre les droits de la femme dans son ensemble.

Comme réalisation, la LIFCE a organisé un atelier des travaux préparatoires à la conférence mondiale sur la participation politique des femmes au Cameroun.

Elle a aussi organisé une journée d'information des femmes sur la circulation d'armes légères et de petits calibres en collaboration avec la Division militaire de la Monusco.

Par Yves Kadima